

NOTE DE SERVICE

N° 02-041-M0 du 3 avril 2002

NOR : BUD R 02 00041 N

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RÈGLES DE TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE APPLICABLES À L'ACTIVITÉ DE RESTAURATION EXERCÉE PAR UN CCAS

ANALYSE

Précisions sur le paragraphe 4 de l'instruction n° 01-067-M0 du 1er août 2001
relatif à l'activité de portage de repas à domicile

Date d'application : 03/04/2002

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE ;
TAUX ; CANTINE ; RESTAURANT ; EXONÉRATION

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 01-067-M0 du 1er août 2001.

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 37

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6C

La présente note de service a pour objet de porter à la connaissance des comptables les termes d'une réponse de la Direction Générale de la Comptabilité Publique au Président du conseil d'administration d'un centre communal d'action sociale souhaitant obtenir des précisions sur les règles de taxe sur la valeur ajoutée applicables à l'activité de restauration exercée par un CCAS.

Cette lettre, rédigée en collaboration avec la Direction de la Législation Fiscale, conduit à préciser le paragraphe 4 de l'instruction n° 01-067-M0 du 1^{er} août 2001 relatif à l'activité de portage de repas à domicile.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6^{ÈME} SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX

ANNEXE : Réponse du bureau 6C de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du bureau D1 de la Direction de la Législation Fiscale au Président du conseil d'administration d'un CCAS.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Paris, le

6EME SOUS-DIRECTION
BUREAU 6C
139, RUE DE BERCY
TÉLÉDOC : 687

75572 PARIS CEDEX 12

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

DIRECTION DE LA LEGISLATION FISCALE

SOUS-DIRECTION D – BUREAU D1

139, RUE DE BERCY
TELEDOC : 644

75 572 PARIS CEDEX 12

Monsieur le Président du conseil d'administration,

Par lettre du , vous avez appelé mon attention sur les règles de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicables au centre communal d'action sociale (CCAS) de .

Vous souhaitez savoir ce que recouvre la notion de « simple livraison » employée dans la circulaire n°01-067-MO du 1^{er} août 2001 qui a pour objet de commenter les règles exposées dans l'instruction fiscale du 21 mars 2001 (publiée au bulletin officiel des impôts du 30 mars 2001 et dont copie est ci-jointe) relative aux règles de TVA applicables aux cantines d'entreprises.

Les recettes provenant de la fourniture des repas dans les cantines d'entreprises et administratives sont en effet désormais soumises de plein droit à la TVA.

Ces recettes peuvent toutefois bénéficier du taux réduit de 5,5% en application de l'article 279 a bis du code général des impôts dans les conditions fixées par le décret n°2001-237 du 20 mars 2001 codifié à l'article 85bis de l'annexe III à ce code.

Ces règles emportent les conséquences suivantes s'agissant de l'activité de restauration exercée par un CCAS.

ANNEXE (suite et fin)

Conformément aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 256 B du code général des impôts (CGI), les personnes morales de droit public ne sont pas assujetties à la TVA pour l'activité de leurs services administratifs, sociaux, éducatifs, culturels et sportifs lorsque leur non-assujettissement n'entraîne pas de distorsion dans les conditions de la concurrence.

Ainsi, l'activité de portage de repas exercée au profit des personnes âgées par les CCAS est placée hors du champ d'application de la TVA, sous réserve de ne pas créer de distorsion dans les conditions de la concurrence, lorsqu'ils dépêchent du personnel au domicile des personnes âgées pour apprêter les repas, les servir ou effectuer des prestations d'entretien ou de nettoyage.

En revanche, les personnes morales de droit public sont assujetties, en tout état de cause, au titre des opérations de livraisons de biens neufs, fabriqués en vue de la vente, qu'elles réalisent, sur le fondement du 2^{ème} alinéa de l'article 256 B du CGI.

Aussi, lorsqu'un CCAS se borne à livrer des produits alimentaires sans dépêcher de personnel (simple livraison), les ventes de plats cuisinés ainsi réalisées sont soumises à la TVA au taux du produit, soit en règle générale le taux réduit. Il est précisé à cet égard que ce sera donc le cas pour le CCAS de s'il livre simplement des repas à domicile, lesquels sont fabriqués dans sa propre cuisine de production.

Enfin, lorsque les CCAS gèrent directement des restaurants pour personnes âgées et sous réserve bien entendu de respecter l'absence de distorsion de concurrence, ils sont placés hors du champ d'application de la TVA pour les repas qu'ils leur servent, conformément au 1^{er} alinéa de l'article 256 B précité.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président du conseil d'administration, à l'assurance de ma considération distinguée.

Ollivier GLOUX